

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2024

**COMMUNICATION EN CONSEIL  
DES MINISTRES RELATIVE A  
L'EXECUTION DU BUDGET  
A FIN MARS 2024**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2024, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission du FMI de septembre 2023.

## **I – MOBILISATION DES RESSOURCES**

Les ressources mobilisées à fin mars 2024 s'élèvent globalement à **2.572,6** milliards de FCFA pour une prévision de 2.701 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,2%.

Les réalisations de ressources comprennent **1.386,2** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **1.186,3** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **1.353,4** milliards de FCFA à fin mars 2024, avec un écart négatif de 62,5 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 1.415,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,6%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **335,9** milliards de FCFA contre un objectif de 365,7 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 29,9 milliards de FCFA principalement en lien avec une plus forte baisse que prévue des prix unitaires des biens importés (-10,1% contre une prévision de -0,3%). Ce résultat s'explique également par des volumes moindres que prévus de certains principaux biens importés tels que le riz, les métaux et le clinker, ainsi que les perturbations liées à la rupture globale de la connexion internet intervenue en mars ;
- **l'impôt sur les revenus et salaires** a été enregistré à hauteur de **196,8** milliards de FCFA pour une prévision de 220,2 milliards de FCFA. L'écart négatif de 23,3 milliards de FCFA est dû, entre autres, aux conséquences de la mise en œuvre diligente de la réforme des impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, ainsi qu'au retard observé dans la mise en œuvre de la plateforme de déclaration unique (DGI-CNPS) de ces impôts ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **140,8** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 20,2 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 160,9 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un déficit sur les volumes de cacao exportés (617,5 milliers de tonnes pour un objectif de 670,3 milliers de tonnes) et un prix CAF du cacao moins élevé que prévu (1.413,2 FCFA/Kg en réalisation pour un objectif de 1.577,1 FCFA/Kg) ;
- **les droits d'enregistrement café-cacao** ont été encaissés à hauteur de **38,7** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 17,9 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 56,7 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique par un prix CAF de référence inférieur aux prévisions (1.416,2 FCFA/Kg en réalisation contre une prévision de 1.577,1 FCFA/Kg) ;
- **les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** ont été collectés à hauteur de **18,8** milliards de FCFA contre un objectif de 24,6 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 5,8 milliards de FCFA en liaison avec un niveau de paiement de l'IRVM moins élevé que projeté ;
- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été perçues à hauteur de **143,7** milliards de FCFA contre un objectif de 149,4 milliards de FCFA. L'écart négatif de 5,7 milliards de FCFA provient d'un niveau moins élevé que prévu de la taxation sur le gasoil (127,0 f/l pour un objectif de 174,4 f/l), ainsi que des volumes mis à la consommation (358,8 et 350,2 millions de litres en réalisation pour des prévisions de 429,2 et 418,7 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **172,3** milliards de FCFA pour une prévision de 177,9 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 5,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte principalement de l'évolution moins favorable que projetée de l'activité dans certaines branches à fortes contributions fiscales (BTP, mines, énergie, services, télécommunication, transport et agro-alimentaire).

Les performances moindres susmentionnées ont été atténuées par les bons résultats enregistrés dans le recouvrement de certaines taxes.

Il s'agit notamment des **revenus du pétrole** (+43,2 milliards de FCFA en liaison avec un niveau plus important que prévu de production de pétrole), de l'**impôt BIC hors pétrole et gaz** (+5,3 milliards de FCFA en lien avec le dynamisme des activités économiques enregistré en 2023), de la **taxe ad valorem** (+4 milliards de FCFA en rapport avec l'évolution favorable du cours de l'or) et de la **taxe sur les boissons et tabacs** (+2,8 milliards de FCFA en lien avec l'impact positif de l'organisation la CAN sur la consommation de ces produits) .

**S'agissant des recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **24,2** milliards de FCFA, pour un objectif de 19,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 4,5 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend 10 milliards de FCFA de revenus du domaine, 9,6 milliards de FCFA de recettes des services, 3,5 milliards de FCFA pour le Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 0,8 milliard de FCFA au titre des bonus de signature du secteur pétrolier et 0,3 milliard de FCFA de redevance de téléphonie mobile.

**Quant aux dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **8,6** milliards de FCFA pour une prévision de 10,8 milliards de FCFA et concernent essentiellement les dons-projets.

**Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **953,6** milliards FCFA pour une prévision de 1.000,4 milliards FCFA. Les ressources collectées comprennent 153,3 milliards FCFA d'Obligations du Trésor émises par adjudication, 286,7 milliards FCFA de Bons du Trésor, et 513,6 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

**Les transferts des entreprises**, correspondants aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **4,9** milliards de FCFA, dont 4,8 milliards de FCFA provenant essentiellement du Port Autonome d'Abidjan.

**Les produits de privatisations et de ventes d'actifs** encaissés à hauteur de **0,2** milliard de FCFA, correspondent essentiellement aux ressources issues de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

**Concernant les ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **227,7** milliards de FCFA pour un objectif de 220,6 milliards de FCFA et porte essentiellement sur les emprunts-projets.

## **II – EXECUTION DES DEPENSES**

A fin mars 2024, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **2.771,8** milliards de FCFA pour une prévision de 2.718,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,0%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

**Les charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **456,6** milliards de FCFA pour une prévision de 394,5 milliards de FCFA. Le dépassement de **62,1** milliards de FCFA enregistré résulte principalement de l'émission d'Eurobond couplée à une gestion de passifs ainsi que du durcissement des conditions de marché.

**Les dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **613,1** milliards de FCFA pour une prévision de 606,6 milliards de FCFA, soit un dépassement de 6,6 milliards de FCFA dû au report sur 2024 du traitement de certains dossiers de premier mandatement et d'avancement reçus en fin d'année 2023.

**Les dépenses d'abonnement** ont été exécutées pour **16,4** milliards de FCFA contre une prévision de 26,3 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (13,6 milliards de FCFA), d'eau (1,7 milliard de FCFA) et de téléphone (1,1 milliard de FCFA).

**Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19)** se sont chiffrés à **127,4** milliards de FCFA contre une prévision de 185,0 milliards de FCFA.

**Les transferts (hors dépenses liées au CNS et aux élections)** ont été exécutés à hauteur de **190,6** milliards de FCFA, pour une prévision de 163,5 milliards de FCFA, en lien avec un niveau d'exécution plus élevé que programmé de la subvention aux écoles privées (51,2 milliards de FCFA) et des bourses et pécules (44,5 milliards de FCFA). Ces dépenses incluent également les subventions aux EPN (27,4 milliards de FCFA), aux collectivités (8 milliards de FCFA) et au secteur électricité (5,2 milliards de FCFA).

**Concernant les dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **51** milliards de FCFA contre 15,9 milliards de FCFA programmés.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **548,9** milliards de FCFA contre une prévision de 679,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 80,8%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères indique que treize (13) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 25% tandis que vingt-quatre (24) présentent des taux d'exécution inférieurs à 25%.

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **767,7** milliards FCFA pour une prévision de 647,4 milliards de FCFA, soit une hausse de **120,4** milliards de FCFA. Cet écart est essentiellement imputable à l'opération de gestion de passifs qui a permis de reprofiler le service de la dette, notamment en rallongeant la maturité moyenne et en réduisant le coût moyen du portefeuille de la dette.

Concernant les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** ainsi que les **dépenses sociales spécifiques**, elles ont été réalisées respectivement à hauteur de **837,8** milliards de FCFA et de **264,4** milliards de FCFA à fin mars 2024, au-dessus des objectifs planchers de **748** milliards de FCFA et de **229,7** milliards de FCFA.

Le **déficit budgétaire** ressortirait ainsi à **504,6** milliards de FCFA à fin mars 2024 pour une prévision de 507 milliards de FCFA au premier trimestre 2024 et un objectif plancher annuel fixé à 2.120,6 milliards de FCFA (4% du PIB).

## **CONCLUSION**

Au terme du premier trimestre de l'année 2024, l'exécution du budget de l'Etat a été caractérisée par une performance relativement satisfaisante de la mobilisation des ressources par rapport aux prévisions et un bon niveau d'exécution des dépenses.

En effet, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 95,8% de leur objectif et en particulier 95,6% pour les recettes fiscales. Quant aux dépenses budgétaires, elles ont été exécutées à hauteur de 96,8% du niveau programmé et 80,8% spécifiquement pour les dépenses d'investissement.

Aussi, les efforts d'amélioration du recouvrement de recettes, de maîtrise des charges de fonctionnement et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement seront davantage renforcés en vue d'atteindre les objectifs du programme économique et financier conclu avec le FMI.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin mars 2024, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

**Adama COULIBALY**

**ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE**  
**(Etat de réalisation à fin mars 2024)**

*(en milliards de FCFA)*

RESSOURCES	Fin mars 2024			DEPENSES	Fin mars 2024		
	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
<b>RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES</b>							
<b>RECETTES FISCALES</b> (y/c FER)	<b>6 440,8</b>	<b>1 415,8</b>	<b>1 353,4</b>	<b>CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>1 320,9</b>	<b>394,5</b>	<b>456,6</b>
- DGI	3 770,0	737,0	730,0	Dette intérieure	579,7	117,1	122,0
- TRESOR	12,9	2,8	3,0	Dette extérieure	741,2	277,5	334,6
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 657,9	676,1	620,3	<b>PERSONNEL</b>	<b>2 331,7</b>	<b>606,6</b>	<b>613,1</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b> (y/c FIMR)	<b>140,8</b>	<b>19,7</b>	<b>24,2</b>	<b>ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b> (hors CNS et élections)	<b>853,7</b>	<b>211,3</b>	<b>143,8</b>
Recettes non fiscales Trésor	78,0	6,4	9,6	Abonnement	131,5	26,3	16,4
Revenus du domaine DGI	52,3	12,3	10,0	Autres achats de biens et services	722,2	185,0	127,4
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	<b>TRANSFERTS</b> (hors Covid-19, CNS et élections)	<b>671,0</b>	<b>163,5</b>	<b>190,6</b>
Licences de télécommunication	0,0	0,0	0,3	Subvention au secteur électricité	21,0	0,0	5,2
Fonds d'investissement en milieu rural	10,4	1,0	3,5	Autres transferts	650,0	163,5	185,4
Autres recettes non fiscales		0,0	0,0	<b>DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS</b>	<b>61,2</b>	<b>15,9</b>	<b>51,0</b>
<b>Dons programmes</b>	<b>205,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	Sur financement intérieur	61,2	15,9	51,0
AFD (C2D)	199,7	0,0	0,0	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>3 966,7</b>	<b>679,3</b>	<b>548,9</b>
UE	5,3	0,0	0,0	- Trésor (y/c FIMR et FER)	<b>2 625,0</b>	<b>447,9</b>	<b>312,6</b>
<b>Dons projets</b>	<b>42,9</b>	<b>10,8</b>	<b>8,6</b>	Projets C2D et PCD	199,7	0,0	0,0
<b>Autres dons</b>				Investissement FIMR	10,4	1,0	3,5
				Fonds d'Entretien Routier	264,4	62,6	66,5
				Autres investissements	2 150,5	384,3	242,7
				- Financement extérieur des projets	<b>1 341,7</b>	<b>231,3</b>	<b>236,3</b>
				Emprunts-projets	1 298,8	220,6	227,7
				Dons-projets	42,9	10,8	8,6
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>6 829,5</b>	<b>1 446,3</b>	<b>1 386,2</b>	<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>9 205,1</b>	<b>2 071,1</b>	<b>2 004,0</b>
<b>RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE</b>							
<b>Privatisation et ventes d'actifs</b>	<b>1,0</b>	<b>4,5</b>	<b>0,2</b>	<b>Amortissement de la dette publique</b>	<b>3 475,4</b>	<b>647,4</b>	<b>767,7</b>
<b>Transfert des entreprises/dette rétrocedée</b>	<b>36,8</b>	<b>29,2</b>	<b>4,9</b>	Dette intérieure	1 734,4	378,4	509,9
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>3 447,7</b>	<b>1 000,4</b>	<b>953,6</b>	Dette extérieure	1 741,1	269,0	257,8
Emprunts obligataires		150,0	0,0				
Bons et obligations du Trésor		275,0	440,0				
Eurobonds	575,4	575,4	513,6				
<b>Autres emprunts à moyen et long termes</b>							
<b>Emprunts programmes</b>	<b>1 066,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>				
FMI	751,0	0,0	0,0				
Banque Mondiale	246,8	0,0	0,0				
Banque Africaine de Développement		0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	49,3	0,0	0,0				
Allemagne	19,7	0,0	0,0				
JICA							
Autres(OFID)							
<b>Emprunts-projets</b>	<b>1 298,8</b>	<b>220,6</b>	<b>227,7</b>				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>5 851,1</b>	<b>1 254,7</b>	<b>1 186,3</b>	<b>TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>3 475,4</b>	<b>647,4</b>	<b>767,7</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>12 680,6</b>	<b>2 701,0</b>	<b>2 572,6</b>	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>12 680,5</b>	<b>2 718,4</b>	<b>2 771,8</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2024)

En milliards de FCFA

LIBELLES	MARS 2024		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>1 415,8</b>	<b>1 353,4</b>	<b>-62,5</b>
<b><u>DGI</u></b>	<b><u>737,0</u></b>	<b><u>730,0</u></b>	<b><u>-7,0</u></b>
<b>Impôts directs</b>	<b>335,3</b>	<b>338,8</b>	<b>3,5</b>
<b>Impôts sur bénéfiques</b>	<b>92,9</b>	<b>125,9</b>	<b>33,1</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>13,2</b>	<b>43,4</b>	<b>30,3</b>
- BIC pétrole	0,0	30,3	30,3
- BIC gaz	13,2	13,2	0,0
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>322,1</b>	<b>295,4</b>	<b>-26,8</b>
- BIC hors pétrole	64,8	70,1	5,3
- Impôt synthétique et AIRSI	10,4	9,1	-1,3
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	4,5	3,3	-1,2
- Impôts sur revenus et salaires	217,8	194,1	-23,7
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	24,6	18,8	-5,8
<b>Impôts indirects</b>	<b>401,7</b>	<b>391,3</b>	<b>-10,5</b>
TVA (hors part secteur électricité)	177,9	172,3	-5,6
TVA Exonerée	0,0	0,0	0,0
TOB	28,6	31,0	2,4
Taxe sur boissons et tabacs	24,6	27,5	2,8
Droits d'enregistrement et de timbre	94,4	74,0	-20,4
<i>dont enregistrement café cacao</i>	56,7	38,7	-17,9
Patentes et Licences	27,4	25,0	-2,4
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	13,0	13,0
Taxe d'exploitation du gaz	5,6	5,6	0,0
Taxe sur les télécommunications	19,0	17,0	-1,9
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	9,0	6,9	-2,1
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	0,6	0,3	-0,4
Taxe ad valorem	14,3	18,3	4,0
Taxe pour le développement touristique	0,3	0,4	0,1
<b><u>TRESOR</u></b>	<b><u>2,8</u></b>	<b><u>3,0</u></b>	<b><u>0,2</u></b>
<b>Impôts directs</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>0,3</b>
Impôts sur revenus et salaires	2,4	2,7	0,3
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
Timbres et vignettes	0,4	0,3	0,0
<b><u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u></b>	<b><u>676,1</u></b>	<b><u>620,3</u></b>	<b><u>-55,7</u></b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>515,1</b>	<b>479,6</b>	<b>-35,5</b>
Taxes sur produits pétroliers	149,4	143,7	-5,7
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	365,7	335,9	-29,9
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>160,9</b>	<b>140,8</b>	<b>-20,2</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB

### ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2024	Exécution fin mars 2024	Taux d'exécution fin mars 2024
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	36 000 000 000	0	0,0%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	501 000 000	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	6 533 770 196	0	0,0%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 592 844 220	0	0,0%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	239 171 529 578	8 851 908 801	3,7%
Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	9 870 743 067	558 689 009	5,7%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	9 179 869 059	526 770 333	5,7%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	315 989 997 500	21 104 542 386	6,7%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	12 012 997 624	1 122 531 893	9,3%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	17 574 712 769	1 800 925 065	10,2%
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	424 802 661 607	48 812 036 195	11,5%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4 648 533 275	620 412 593	13,3%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	20 867 097 097	2 841 330 022	13,6%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	101 862 206 482	15 051 516 690	14,8%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	13 376 921 122	2 050 350 392	15,3%
Ministère des Transports	251 281 764 339	39 975 412 871	15,9%
Représentation Nationale	1 500 000 000	255 000 000	17,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	170 000 000	17,0%
Ministère de la Communication	616 600 000	104 822 000	17,0%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	3 686 850 400	652 019 476	17,7%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 210 688 180	954 189 971	18,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 064 318 912	3 521 650 544	18,5%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 012 437 896	199 072 652	19,7%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	98 357 051 317	23 678 033 215	24,1%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	125 129 949 419	31 330 647 647	25,0%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	97 566 285 453	25 997 280 813	26,6%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 957 000 000	545 985 000	27,9%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	55 533 843 439	17 257 605 885	31,1%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	5 542 717 789	2 021 180 086	36,5%
Cour de Cassation	250 000 000	95 420 000	38,2%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	53 348 558 875	22 060 442 610	41,4%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	198 412 524 619	84 107 785 816	42,4%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	32 290 383 048	14 923 465 118	46,2%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	12 739 325 000	6 088 448 501	47,8%
Présidence de la République	45 993 474 281	22 438 127 560	48,8%
Ministère des Eaux et Forêts	33 695 269 693	17 225 546 320	51,1%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	58 252 022 051	54 925 813 339	94,3%
<b>Total hors dépenses communes et comptes spéciaux</b>	<b>2 316 425 948 307</b>	<b>471 868 962 803</b>	<b>20,4%</b>
Dépenses communes	1 505 361 507 974	10 730 274 400	0,7%
Compte spéciaux	260 380 696 811	66 334 868 824	25,5%
<b>Total Général</b>	<b>4 082 168 153 092</b>	<b>548 934 106 027</b>	<b>13,4%</b>

(en FCFA)

Source : SIGOBE/DGBF

## ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2024

(en FCFA)

DOMAINES	2023	2024		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif mars	Exécution à fin mars
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>124 251 981 381</b>	<b>97 523 465 904</b>	<b>22 902 722 055</b>	<b>48 196 191 870</b>
01.0 Administration générale	22 550 002 619	15 258 608 552	3 997 824 641	4 361 112 195
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	39 970 795 874	23 451 152 566	5 747 400 191	12 750 833 839
01.2 Formation et encadrement	43 223 946 717	39 654 982 433	9 107 333 641	24 656 746 962
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 357 060 736	8 729 002 353	1 996 888 582	2 947 498 874
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 150 175 435	10 429 720 000	2 053 275 000	3 480 000 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>14 855 893 411</b>	<b>16 211 410 372</b>	<b>2 990 848 192</b>	<b>3 798 634 828</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 720 373 079	10 114 794 011	2 541 350 578	3 258 078 235
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 534 846 408	2 268 779 948	156 641 993	167 231 266
02.2 Pêche et aquaculture	3 600 673 924	3 827 836 413	292 855 620	373 325 327
<b>03 Education</b>	<b>1 646 020 066 916</b>	<b>1 646 160 941 037</b>	<b>395 223 190 613</b>	<b>466 153 576 768</b>
03.0 Administration générale	93 125 757 853	99 940 181 710	25 302 392 207	28 518 520 977
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	671 216 696 823	691 916 534 288	139 495 747 592	162 012 288 314
03.2 Alphabétisation	246 866 309	655 200 000	159 390 000	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	615 919 338 737	591 616 945 963	154 701 698 409	152 750 233 860
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	265 511 407 194	262 032 079 076	75 563 962 405	122 872 533 617
<b>04 Santé</b>	<b>672 431 154 169</b>	<b>626 950 406 967</b>	<b>107 591 324 820</b>	<b>115 692 285 766</b>
04.0 Administration générale santé	266 231 288 137	299 935 987 945	54 329 689 325	83 005 070 686
04.01 Système de santé primaire	177 747 335 646	190 104 908 496	22 956 742 536	13 440 701 708
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 347 097 729	2 100 000 000	551 250 000	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	110 503 518 876	49 139 731 006	8 846 999 954	1 799 088 273
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	17 523 981 950	23 483 048 378	4 283 595 533	1 616 180 843
04.05 VIH/SIDA	40 692 981 382	6 772 962 201	2 726 936 201	41 449 580
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	54 384 950 449	55 413 768 941	13 896 111 271	15 789 794 677
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>219 336 972</b>	<b>203 681 074 558</b>	<b>31 605 782 190</b>	<b>24 916 605 634</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 674 520 009	106 937 790 530	20 395 811 802	6 078 632 940
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	116 662 452 066	96 743 284 028	11 209 970 388	18 837 972 694
<b>06 Energie</b>	<b>171 950 000 000</b>	<b>121 853 745 247</b>	<b>40 604 037 493</b>	<b>14 942 312 155</b>
06.1 Accès à l'électricité	171 950 000 000	121 853 745 247	40 604 037 493	14 942 312 155
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>333 027 657 586</b>	<b>420 277 850 427</b>	<b>94 442 322 428</b>	<b>79 250 452 116</b>
07.1 Entretien pistes rurales	16 292 000 000	21 958 465 989	3 664 097 322	200 722 071
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	156 285 715 216	136 873 320 155	12 041 746 541	35 150 712 116
07.3 Autres travaux routiers	160 449 942 370	261 446 064 283	78 736 478 565	43 899 017 929
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>102 702 653</b>	<b>88 390 321 144</b>	<b>19 970 859 064</b>	<b>28 857 521 339</b>
08.0 Administration générale	14 914 737 564	17 348 574 311	4 554 000 757	6 641 786 984
08.1 Formations destinées aux femmes	2 234 215 448	4 032 130 061	889 242 287	157 130 955
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	27 826 000 000	27 155 557 711	7 300 459 447	4 460 119 905
08.3 Formation au personnel d'appui	1 669 700 843	1 577 369 716	445 843 346	313 785 261
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	56 058 000 000	38 276 689 345	6 781 313 226	17 284 698 234
<b>09 Décentralisation</b>	<b>139 080 000</b>	<b>134 313 815 653</b>	<b>23 699 813 175</b>	<b>26 970 235 379</b>
09.1 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	23 699 813 175	26 970 235 379
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>10 998 125</b>	<b>5 494 192 840</b>	<b>2 141 345 739</b>	<b>2 815 830 022</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 084 772 265	1 400 000 000	557 763 868	0
10.2 Habitat et logement sociaux	9 913 353 688	4 094 192 840	1 583 581 871	2 815 830 022
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>62 777 761 970</b>	<b>43 931 881 950</b>	<b>6 872 107 605</b>	<b>26 216 272 516</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	55 464 000 000	40 910 175 901	5 585 036 771	24 424 684 842
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	7 313 761 970	3 021 706 049	1 287 070 834	1 791 587 674
<b>TOTAL</b>	<b>3 497 432 267 316</b>	<b>3 404 789 106 099</b>	<b>748 044 353 374</b>	<b>837 809 918 393</b>

Source : SIGOBE/DGBF



**ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN MARS 2024**

	(en FCFA)		
ACTIVITES	Objectif annuel 2024	Objectif 1er Trimestre 2024	Total Exécution fin mars 2024
<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>29 378 108 186</b>	<b>3 840 000 000</b>	<b>11 578 188 354</b>
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 000 000 000	1 200 000 000	7 800 137 023
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	378 108 186	0	538 051 331
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	2 640 000 000	2 640 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	7 800 000 000	0	600 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	0	600 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	4 800 000 000	0	0
<b>SANTE</b>	<b>280 088 436 952</b>	<b>66 061 261 862</b>	<b>79 699 372 343</b>
Personnel santé fonctionnaire	237 412 933 391	59 978 004 225	70 147 810 782
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	1 000 000	1 250 000
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	4 118 190	11 527 443
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	5 141 313	1 221 094
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 546 933 992	1 378 301 893	1 378 301 893
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	9 975 000 000	341 025 641	850 590 531
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	14 677 500 000	3 165 000 000	7 020 000 000
Approvisionnement en médicaments	4 791 185 350	1 188 670 600	288 670 600
<b>EDUCATION</b>	<b>679 445 591 086</b>	<b>158 567 070 709</b>	<b>171 260 611 319</b>
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	2 865 376 829	0
Education primaire et préscolaire	628 377 887 474	155 544 216 398	171 103 133 837
Programme de cantines scolaires	2 287 385 800	0	0
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	3 850 000 000	0	0
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	0	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	615 695 856 574	155 544 216 398	171 103 133 837
Enseignement technique et formation professionnelle	33 570 194 931	157 477 483	157 477 482
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 100 000 000	0	0
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	5 640 285 000	0	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	629 909 931	157 477 483	157 477 482
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	25 200 000 000	0	0
<b>EMPLOI DES JEUNES</b>	<b>4 992 611 232</b>	<b>1 246 828 280</b>	<b>1 887 955 115</b>
Programme Emploi Jeunes	4 072 361 213	1 163 531 775	1 163 531 775
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	441 980 000	0	600 605 835
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	21 479 000	62 000 000
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	61 817 505	61 817 505
<b>TOTAL</b>	<b>993 904 747 456</b>	<b>229 715 160 852</b>	<b>264 426 127 131</b>

Source : SIGOBE/DGBF